

**RETOUR DANS UN FERR D'UN MONTANT N'EXCÉDANT PAS 25 % DU
RETRAIT MINIMUM AUX FINS DES IMPÔTS DE 2008 :
IL EST ENCORE TEMPS ... ET CE, JUSQU'AU MARDI 14 AVRIL 2009 !**

Bonjour,

Tel que cela était indiqué dans vos cartables de cours Mise à jour en fiscalité-2008 et Déclarations fiscales-2008, la possibilité de retourner dans son FERR (ou dans son REÉR si le contribuable est âgé de 71 ans ou moins) un montant n'excédant pas 25 % du "retrait minimum" déjà effectué et normalement applicable pour 2008 avait été annoncée par le gouvernement fédéral le 27 novembre 2008. Cette annonce spéciale visait les contribuables ayant atteint un âge autre que 71 ans en 2008. Le contribuable avait jusqu'au 2 mars 2009 ou jusqu'à 30 jours après la sanction royale du projet de loi pour effectuer un tel geste permettant de réduire son fardeau fiscal pour 2008.

Or, comme le projet de loi C-10 a reçu la sanction royale le 12 mars 2009, les particuliers admissibles auront donc jusqu'au 14 avril 2009 (le 12 avril est un dimanche et le 13 avril est le lundi de Pâques) pour retourner dans leur FERR ou leur REÉR une partie des fonds déjà retirés d'un FERR en 2008 (sans excéder les montants prévus à cet effet) et ce, afin de réduire leurs impôts de 2008. La page Web du site de l'ARC sur laquelle il y avait un texte sous forme de "questions-réponses" portant sur cette mesure (voir notre "Avis important" du 10 décembre 2008) sera d'ailleurs modifiée dans les prochains jours pour refléter cette date limite du 14 avril 2009. Les règles seront les mêmes au Québec.

Merci à Natalie Hotte, D.Fisc., Pl.Fin. de la Financière Banque Nationale pour les précieuses et toujours généreuses informations qu'elle nous a transmises sur ce sujet. N'hésitez pas à en parler à vos clients admissibles qui cherchent encore des moyens de réduire leurs impôts de 2008.

Bonne journée,

L'équipe du CQFF

Note importante du CQFF :

Dans un premier temps, notez que ce message ne s'adresse pas à tous nos participants. Or, si vous ne vous sentez pas visé... ne vous sentez pas offusqué!!!

Nous tenons à préciser encore une fois que le CQFF n'offre pas de services de consultation fiscale pour les cas individuels (ET CELA EST VOLONTAIRE). Cela n'est tout simplement pas notre rôle ni notre mission. **Malheureusement**, nous continuons de recevoir "à répétition" des demandes d'information de toute nature en fiscalité (et même sur des sujets qui n'ont rien à voir avec la fiscalité), y compris pour avoir notre opinion ou notre point de vue sur une transaction ou sur une situation particulière ou encore pour savoir si nous avons déjà écrit quelque chose sur tel ou tel sujet. Avec près de 7 000 participants par année, vous imaginez déjà la quantité de courriels que nous recevons à cet égard et cela est devenu très problématique. Nous vous prions donc (nous devrions plutôt dire "supplions") de consulter vos fiscalistes habituels offrant de tels services (ou de tisser des liens avec des fiscalistes) car nous ne donnerons pas suite à votre courriel face à une telle demande. Nous apprécierions que vous accordiez toute l'attention et la compréhension à ce message peu subliminal (...).